

Paris, le 30 novembre 2017

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bilan des États Généraux de l'Alimentation : Coop de France insiste sur la nécessité de prendre en compte les réalités économiques

Alors que la dernière réunion des États Généraux de l'Alimentation se tient aujourd'hui, Coop de France tient à saluer de nouveau l'initiative prise par le Président de la République et le gouvernement afin de repenser de manière collective, dans un esprit constructif, le système agro-alimentaire français. La coopération agricole salue également la mobilisation inédite de toutes les parties prenantes.

Les 14 ateliers de travail ont fait émerger un diagnostic commun : l'urgente nécessité de changer de paradigme pour, à la fois, améliorer les revenus des agriculteurs et garantir une alimentation saine et de qualité à l'ensemble des Français.

Coop de France rappelle, néanmoins, qu'au delà de la Charte d'engagement signée le 14 novembre auprès du Ministre de l'Agriculture, il est indispensable que ces efforts de concertation et cette volonté partagée par l'ensemble des acteurs trouvent une traduction législative rapide afin d'avoir un impact concret et mesurable sur les négociations commerciales 2018.

Concernant le deuxième chantier des EGA relatif à une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous, Coop de France a formulé de nombreuses propositions visant à accompagner les filières agricoles et agro-alimentaires dans la réalisation des transitions écologiques, énergétiques et sociétales qui sont autant d'opportunités de création de valeur au travers de produits mieux adaptés aux demandes des consommateurs.

Coop de France souhaite néanmoins rappeler que ces transitions ne pourront aboutir que si les enjeux économiques sont réellement pris en considération. Ces enjeux sont bien entendu liés à notre contexte national, mais également – et surtout ! – aux contextes européen et international. Les décisions que le gouvernement s'apprête à prendre ou à impulser doivent donc être réalistes, car les agriculteurs adhérents de coopératives ont besoin de politiques opérationnelles.

« Nous ne partons pas d'une feuille blanche et il est primordial de prendre en compte et de valoriser les bonnes pratiques déjà développées dans les territoires par les coopératives. Celles-ci accompagnent les agriculteurs-coopérateurs dans la mutation des exploitations agricoles, afin de toujours mieux adapter leurs produits aux attentes des consommateurs. Poursuivre nos efforts dans cette voie sera incontestablement une source de création de valeur si les politiques qui nous accompagnent sont pragmatiques », précise Michel PRUGUE, Président de Coop de France.

Contact presse :

CICOMMUNICATION
Cécile GAYRARD / Victoria BOUTELOUP
Tel. 01 47 23 90 48
cicom@cicommunication.com
www.cicommunication.com

Coop de France en bref :

Président : Michel Prugue

Délégué Général : Pascal Viné

Coop de France est la représentation unifiée des entreprises coopératives agricoles qui jouent un rôle incontournable dans l'économie agricole, agroalimentaire et agro-industrielle française.

La Coopération agricole en chiffres :

- 2 600 entreprises coopératives (coopératives, unions et sica) + 11 545 CUMA (coopératives d'utilisation de matériel agricole),
- 85,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires global (hors unions de commercialisation),
- 40 % du chiffre d'affaires de l'agroalimentaire français,
- 1 marque alimentaire sur 3 est coopérative,
- Plus de 165 000 salariés,
- $\frac{3}{4}$ des agriculteurs adhèrent à au moins 1 coopérative,
- 550 coopératives engagées dans le bio,
- 74 % des sièges sociaux se situent en zones rurales,
- 91 % des entreprises coopératives sont des PME ou TPE.

